

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

FAIT DIVERS

**PLUS D'UN MILLION
DE FCFA POUR UN
PLAISIR SEXUEL** P.4

La rentrée universitaire P.2
**pour le compte de l'année
2019-2020 effective à l'UL**

L'opposition renoue avec sa politique de la chaise vide :

**Le CAR, l'ANC et la C14 claquent la porte
des discussions avec le gouvernement** P.3



Les acteurs politiques (pouvoir et opposition) lors de la rencontre du Mardi dernier



Une manifestation de la société civile (Archives)

Appel à des manifestations politiques
**Togo Debout peut-il
réussir là où il a
déjà échoué ?** P.3

Deuxième édition du projet «Compact
with Africa» en Allemagne



Le PM Sélom Klassou paraphant
un document en Allemagne

**La délégation
togolaise
fait des yeux
doux aux
investisseurs** P.5

Littérature/Vient de paraître

**Misère et
grandeur de
la liberté
d'informer** P.7

Eric Tchapira Mesanga

Misère et
grandeur de la
liberté d'informer



Essodom



Photo des membres du HCRRUN avec Mor Barrigah à Djéréhouyé

**Le HCRRUN veut régler
les conflits entre
Houdou, Kabyè et Losso
à Djéréhouyé** P.2

Le HCRRUN veut régler les conflits entre Houdou, Kabyè et Losso à Djéréhouyé

Le Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) entame les réparations communautaires et collectives de sa mission. Ce 2^e volet des réparations consiste à aller vers les communautés divisées pour se mettre à leur écoute. A Djéréhouyé, préfecture de l'Ogou où le lancement officiel a eu lieu samedi, le HCRRUN entend essentiellement régler les conflits entre les communautés Houdou, Kabyè et Losso, divisées ces dernières années à cause des problèmes de chefferie traditionnelle et des litiges fonciers.

Avec le volet réparations communautaires, le HCRRUN s'engage à aider les communautés en conflit à surmonter leurs différends à travers notamment la réalisation de projets de développement d'intérêt commun.

Des rencontres sont prévues sous forme de séances d'écoute et de discussions avec les représentants des différents groupes sociaux en conflits, les autorités administrative, traditionnelle et religieuse, les élus de ces communautés et les groupes sociaux. Selon les responsables du HCRRUN, le choix de Djéréhouyé, un village situé à une dizaine de kilomètres à la sortie nord d'Atakpamé pour le lancement de ce volet s'explique par des conflits communautaires qu'elle

connait et pour lesquels l'institution est déjà intervenue pour apaiser les tensions. « Nous savons que les conflits de Djéréhouyé c'est entre Handou-Kabyè et Losso. Ils sont opposés en conflits intercommunautaires, interethniques sur le plan du foncier et sur l'exploitation de la carrière et sur d'autres considérations notamment le marché. Nous allons discuter avec eux et après on leur demandera de nous dire ce qu'on peut les aider à faire eux-mêmes qui soit fédérateur », a expliqué Awa Nana-Daboya, Présidente du HCRRUN. On signale que le projet fédérateur ici peut être la reconstruction du marché ou l'apaisement interethnique ou encore la résolution définitive des problèmes de chefferie. Il revient à la population de choisir ce qui va les réunir



Photo des membres du HCRRUN avec Mgr Barrigah à Djéréhouyé

et le HCRRUN viendra en appui. Déjà, elle a émis le vœu de voir l'EPP Kemchata de Djéréhouyé réhabilité.

« Vous avez expliqué que le toit du seul grand bâtiment de votre école s'effondre petit à petit. Le HCRRUN

a pris acte. Ensemble avec vous et sous la bienveillance de Dieu, votre école aura bientôt un nouveau visage », a rassuré Mme Nana-Daboya.

Le volet des réparations communautaires et col-

lectives fait partie des recommandations de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) : recommandation n° 54. « Quand un peuple a connu des violences et des crises assez profondes, ce ne sont pas seulement les individus qui sont affectés il y a également les communautés qui sont déshumanisées. D'où l'utilité de ce volet », a expliqué à l'occasion Nicodème Barrigah, Président de la CVJR.

Ce volet prendra en compte 40 communautés. Il ne met pas fin aux réparations individuelles. Celles-ci se poursuivent toujours pour satisfaire les 14 000 victimes.

Source : togobreakingnews

Salon Africain des Partenariats d'Affaires Qualifiés à Lomé : Une véritable aubaine pour des partenariats gagnant-gagnant

Le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Economique (CAVIE), organise en collaboration avec la Cellule du climat des affaires de la Présidence de la République du Togo, du 28 au 29 novembre 2019, à Lomé le Salon Africain des Partenariats d'Affaires Qualifiés (SAPAQ). Ce Salon se veut une véritable opportunité pour plusieurs dizaines d'acteurs publics et privés provenant des quatre coins du monde, attendus dans la capitale togolaise pour signer des alliances et partenariats gagnant-gagnant ainsi que pour s'informer de leurs clés de succès et de sécurité.

Selon le communiqué de CAVIE rendu public hier par la Cellule du climat des affaires de la Présidence de la République du Togo, cette « première édition, qui se tiendra du 28 au 29 Novembre 2019, au siège de Ecobank Transnational Incorporated, à Lomé au Togo, est une initiative exceptionnelle ». A en croire le contenu de ce document, l'objectif de cette institution africaine basée à Yaoundé au Cameroun est de réunir un nombre important de personnes physiques et morales ayant fait l'objet d'une diligence préalable à l'effet de signer des partenariats durables et mutuellement bénéfiques. Cette conférence s'inscrit également dans la droite ligne de la protection du marché des organisations africaines tout en œuvrant pour l'accroissement de la concurrence. Sont attendus à cette rencontre de



Sandra Johnson, chargé du Climat des Affaires

deux jours, de nombreux partenaires privilégiés de plusieurs institutions majeures telles que « la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, la Présidence de la République du Togo, le Ministère des affaires étrangères de Tunisie, le Ministère des affaires étrangères du Bénin, le Ministère de la planification du développement et de la coopération du Togo, la Chambre de Commerce du Burkina, la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo, le Contrôle Supérieur de l'Etat du Cameroun, Togo Invest, le CADERDT, Barry Callebaut, ENEO, MARSA Maroc, CAMRAIL, TOGOCEL, Orange Burkina, la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, la Société Nationale des Pétroles du Congo, Chanas Assurances, le Crédit Foncier du Cameroun et plusieurs cabinets d'Avocats ».

Outre l'appui de la Cellule du climat des affaires de la Présidence de la République du Togo, la CAVIE est également soutenu dans l'organisation de ce Salon par

Togo Invest, la Chambre du Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) et du Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT).

Daniel A.

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récupéré n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Daniel ASSOTE

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

La rentrée universitaire pour le compte de l'année 2019-2020 effective à l'UL



La rentrée académique 2019-2020 été effective à l'université de Lomé ce lundi 18 octobre 2019. Après la rentrée administrative, le 30 septembre, la rentrée pédagogique, le 07 octobre, c'est au tour des étudiants de reprendre le chemin du campus. Cette année comme les précédentes, ils étaient encore des milliers d'étudiants, mais aussi de nouveaux bacheliers, à prendre d'assaut le temple du savoir. Et comme prévu les emplois du temps, les cours ont effectivement débuté dans les facultés, écoles et instituts ce 18 novembre.

Tout est fait pour une année universitaire bien réussie. Du côté des autorités universitaires, des efforts sont consentis afin d'améliorer les conditions et les cadres d'études. L'on retiendra notamment la réhabilitation des amphithéâtres et des salles de cours, la construction de nouvelles salles de cours, la rénovation des cités universitaires, la rénovation des voies à l'intérieur du campus et la reprise du transport des étudiants par la Société du Transport de Lomé (SOTRAL).

KOUGBEADJO Aaron
(Stagiaire)

L'opposition renoue avec sa politique de la chaise vide : Le CAR, l'ANC et la C14 claquent la porte des discussions avec le gouvernement

L'opposition togolaise ne se lasse jamais de poser des actes qui la conduisent toujours droit dans le mur. Elle a de tous temps, pratiqué la politique de la chaise vide lors des dialogues et boycotté des scrutins. Malgré le caractère infructueux de ces actions, elle persiste et signe dans ces errements. En effet à quelques mois du scrutin présidentiel, certains partis de l'opposition et ses ailes marchandes des organisations de la société civile ont rendu publiques des plateformes revendicatives pour disent-elles améliorer le cadre électoral. Entre autres revendications, la recomposition de la Cour Constitutionnelle et de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Le gouvernement soucieux d'organiser un scrutin inclusif a invité la classe politique pour des échanges sur le processus en cours. Les leaders de l'opposition ont répondu présents à cette invite du gouvernement. Etaient également présents à cette rencontre la CENI l'organe chargé d'organiser l'élection présidentielle de 2020 et la Haute Autorité de l'Audio visuelle et de la Communication. A peine l'ordre du jour présenté, certains leaders de l'opposition se mettaient à exiger qu'il soit plutôt porté sur leurs revendications. Et pourtant l'objectif de cette rencontre était clair. Il s'agit notamment de faire le point de l'avancement du processus et non retoucher aux institutions. L'ANC, le CAR et le reliquat de la C14 ont encore une fois adopté la vieille méthode notamment celle de la chaise vide. Au lieu de suivre la présentation sur les préparatifs du scrutin, ce trio a préféré claquer la porte. Selon le Président national

du CAR, intervenant au nom de sa délégation, « il s'est étonné de réaliser que dans l'ordre du jour d'une réunion d'un tel niveau de composition, il ne soit inscrit l'examen d'aucune des revendications que les partis d'opposition et les organisations de la société civile ont formulées au sujet des conditions de transparence et d'équité du scrutin en question, notamment à propos de la composition de la CENI et de ses démembrements, de la HAAC et de la Cour constitutionnelle ». Pour Mme Adjmagbo Johnson « nous sommes convaincus que nous devons discuter des problèmes de fond. Mais apparemment, le gouvernement ne veut nous donner aucune opportunité d'influencer le processus électoral, de poser les problèmes que nous avons dans le souci de contribuer à un scrutin qui soit apaisé et dont le résultat soit accepté par tous.

De son côté l'ancien chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre estime que « L'opposition aurait souhaité



Les acteurs politiques (pouvoir et opposition) lors de la rencontre du Mardi dernier

entendre que ses préoccupations ont été prises en compte par le pouvoir ». Et d'ajouter : « On voit très bien où ils veulent aller ».

L'on se demande si c'est parce que leur revendications ne sont pas prises en compte qu'ils ont claqué la porte. Est-ce à dire qu'ils boycottent ainsi le format du gouvernement qui consiste à faire le point des préparatifs du scrutin et permettre à tous les candidats d'être au parfum des dispositions prises par les organes en charge d'organiser les élections notamment la CENI, la HAAC et les forces de sécurité pour le bon déroulement du scrutin ? Si tel est le cas, ces "boycotteurs" quittent-ils le processus ? Puisqu'après leur départ, les autres acteurs sont restés pour poursuivre les travaux ? Tout porte à croire qu'à moins de trois mois de la présidentielle les revendications du trio n'ont aucune chance d'aboutir. Le gouvernement ne fait qu'appliquer les textes qui régissent les

élections au Togo, notamment, le code électoral et la constitution. La composition de la CENI a été faite selon les prescriptions du code électoral en vigueur au Togo. Et dans cette composition y figurent les représentants du CAR et de l'ADDI deux partis de l'opposition. C'est l'ANC qui n'a pas de représentant et la faute incombe à elle-même. Il sera ubuesque de revenir sur la recomposition de la CENI pour faire plaisir au parti de Jean-Pierre Fabre qui a délibérément choisi de boycotter les législatives de 2018. Si l'ANC était allé à ces élections, elle serait présente au sein de l'hémicycle et disposer des représentants au sein la CENI au titre de l'opposition parlementaire. Mais hélas, l'ANC a choisi la politique de la chaise vide et doit pour cela tirer aujourd'hui les conséquences.

Le hic c'est le CAR de Me Yawovi Agboyibo qui est le premier à quitter la

salle. Et pourtant ce parti a son représentant au sein de la CENI qui était présent pour présenter l'état du déroulement du processus électoral. Le représentant du CAR à la CENI va-t-il aussi démissionner pour conforter la position du CAR ? Il va sans dire que notre opposition est sclérosée et persiste dans ses errements qui la conduisent toujours à des échecs. Au lieu d'occuper le terrain pour conquérir l'électorat comme le fait déjà le parti UNIR, elle est confinée dans un immobilisme avec à la clé, des revendications sans tête ni queue. Ni la CENI ni la Cour Constitutionnelle ne sera réformée, rassure un membre du gouvernement. Mais le gouvernement s'emploie à organiser un scrutin inclusif et transparent. Le départ du CAR, de l'ANC, et du reliquat de la C14 n'arrêtera pas le processus. Les "Boycotteurs" peuvent s'ils le désirent reprendre leur place autour de la table pour avoir les informations nécessaires et mieux se préparer pour la présidentielle de 2020. Les Togolais ne peuvent pas être assujettis aux éternels chantages de l'opposition qui, à la veille d'une élection pose toujours des revendications inappropriées et inacceptables. Et si les marches peuvent les sauver alors bonne chance.

Aliziou Dominique

Appel à des manifestations politiques

Togo Debout peut-il réussir là où il a déjà échoué ?

Le Front Citoyen "Togo Debout" vient de lancer un meeting devant se tenir samedi prochain et une marche pacifique de protestation dite d'avertissement le mercredi suivant. Les raisons évoquées ne sont pas différentes des revendications brandies à tout bout de champs par une opposition togolaise en perte de stratégie. La réalité qui saute à l'œil aujourd'hui, c'est l'indisponibilité des Togolais à renouer avec une pratique qui ne leur rapporte rien. La société civile, peut-elle réussir là où l'opposition a échoué ?

Il n'est un secret pour personne qu'au Togo, à force d'avoir usé et abusé des marches de protestation et des meetings de sensibilisations et de mobilisation qui n'ont jamais rien rapporté d'autres que des arrestations aux auteurs d'actes de vandalisme, les Togolais ne

sont plus réceptifs à ces genres d'appel. Aux lendemains des législatives du 30 décembre 2018, la C14 s'en était rendue compte de la manière la plus consistante.

Dans ce pays, en effet des acteurs politiques avaient fait croire aux populations qu'ils drainaient derrière eux, qu'à



Une manifestation de la société civile (Archives)

force de descendre dans la rue, ils parviendraient à chasser le président Faure du pouvoir, malgré le mandat électif dont ce dernier est détenteur. Ceux qui se sont jetés dans cette

aventure ont fini par se rendre compte du subterfuge des opposants qui ne luttaient en fait que pour leurs intérêts. Sous d'autres cieux, les organisations de la

société civile, profiteraient de cette occasion pour jouer un rôle de pédagogie qui empêcherait les populations à prendre pour paroles d'Évangile, tout ce que débitent les leaders de l'opposition.

Malheureusement, dans notre pays, la majorité des organisations de la société civile qui ne jure que par l'opposition, ne recule devant rien pour faire le travail à sa place. Depuis un certain temps, le Front Citoyen "Togo Debout" se fait le porte flambeau de l'opposition. Il multipliait des appels à mo-

Suite à la page 7

Le milliardaire chinois Jack Ma fait de la jeunesse togolaise, les leaders entrepreneurs de demain

Dans sa volonté de faire de la jeunesse togolaise les leaders entrepreneurs de demain le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a initié une séance d'échange, de formation et d'orientation entre cette jeunesse et le grand entrepreneur, le milliardaire et fondateur d'Alibaba, Jack Ma le jeudi, 14 novembre 2019, à Lomé. A cette rencontre, première du genre en Afrique francophone, présidée par la ministre Cina Lawson des Postes, de l'Economie numérique et des innovations, le leader chinois a dévoilé les clés de la réussite dans les affaires aux jeunes entrepreneurs africains venus nombreux l'écouter.

Devant ces jeunes soucieux de leur avenir, le patron d'Alibaba, Jack Ma a, sans ambages, énuméré les voies de succès en matière d'entrepreneuriat. « Ce que je vois dans vos yeux, ce sont des jeunes qui se demandent s'ils peuvent être comme Jack Ma ! Je dirai oui », a adressé aux entrepreneurs Jack Ma. Pour lui, il faut « apprendre de Jack Ma, de comment il a perçu les difficultés, comment il a relevé les défis, comment il a échoué, puis s'est relevé et recommencé. Dans ma vie, il y a deux mots : échec et recommencer ! », a insisté le milliardaire Chinois. Pour lui, celui qui n'abandonne pas a toujours une chance de réussir. Et il ajoutera les quatre clés du succès : les quatre "E". « Le premier E, c'est l'entrepreneuriat. C'est l'entrepreneuriat qui fait construire. Le deuxième E, c'est le E-gouvernement. Il faudrait que le gouvernement soit électronique, transparent, efficace. Le troisième E, c'est le E-infrastructure. Il faudrait qu'en Afrique, chaque pays, chaque individu ait accès à Internet. Le quatrième E, c'est l'éducation », a révélé Jack Ma. Cette orientation de l'hôte togolais répond parfaitement à

la vision du Plan National de Développement (PND) qui veut faire du Togo un hub logistique. Pour le gouvernement togolais, la venue de Jack Ma répond à une stratégie.

Le pays qui veut devenir un hub logistique se projette loin. « Pourquoi c'est important pour nous ? Pourquoi des jeunes d'Afrique francophone ? Parce que lorsque vous connaissez un pays, vous pourrez y investir demain. Lorsqu'ils décideront d'investir en Afrique et en Afrique francophone, ils viendront au Togo », a confié Cina Lawson. Le Togo, dans sa logique d'un centre logistique de services, veut donc attirer toutes les expertises, y compris ces jeunes qui demain sont appelés à réussir et à devenir des références. Une stratégie à double enjeu donc. Pour la ministre des Postes, de l'Economie numérique et des innovations, « c'est la vie de Jack Ma qui est son message. Comment le professeur d'Anglais qui ne connaissait personne, et qui part de rien devient le plus riche homme de la Chine ? Voilà ce qui nous inspire ». Elle a fait observer qu'en mettant du cœur à l'ouvrage, on peut donc aller aussi loin que « le destin



Photo de famille avec Jack Ma et Cina Lawson

l'aura écrit ! ». Concrètement l'espoir des autorités togolaises est de voir cette visite devenir le début d'une fructueuse histoire pour le pays ; mais aussi pour tous les jeunes entrepreneurs invités ; et les milliers qui ont pu suivre en live les échanges via différents médias sociaux. Pour la majorité des participants à la rencontre avec l'homme d'affaires chinois est un déclic de la transformation dans leur vie. Dona Etchri, fondateur d'E-Agrobusiness est un Alibaba efounders Fellow. Lui, retient que Jack Ma « n'était pas parti pour devenir aussi grand qu'il ne le soit aujourd'hui. Mais tant que tu échoues et que tu réessaies, tu finis par arriver », note-t-il. « J'ai retenu qu'il n'était pas facile à Jack Ma d'arriver là où il est. Jack Ma vient nous rappeler qu'il faut continuer », a-t-il ajouté.

De son côté, Jean Homawoo est cofondateur de Lori Sys-

tème. Togolais basé au Kenya, sa startup fait dans la logistique digitale de camionnage pour PME en Afrique. Une heure passée avec le fondateur d'Alibaba lui a donné plus d'inspiration. « C'était très encourageant de l'entendre parler. Un des exemples est que, quand il a commencé il y a 20 ans, en Chine avec Alibaba, il n'y avait pas d'internet ni de smartphone. La difficulté qu'il

avait à l'époque est semblable à celle des entrepreneurs aujourd'hui qui essaient de lancer des business dans un environnement où tous les clients n'ont pas accès à l'électricité, à internet ». Jean-Claude Homawoo retient qu'il est donc possible de réussir malgré les difficultés d'aujourd'hui. Ismaël Tanko, le jeune togolais qu'on ne présente plus dans l'agroalimentaire ne pouvait pas demander mieux. « Je suis dans la tomate, "Tanko Timati", purée concentrée. Mais je suis en train d'aller vers la vente en ligne. Parce que j'ai remarqué que mes clients sont potentiellement des gens qui utilisent de l'Internet. Je voulais donc comprendre comment il en est arrivé là, comment il a surmonté les difficultés d'accès à Internet, comment surmonter les habitudes d'achat traditionnel d'aller en boutique. J'ai réussi à tirer des réponses et je pense que ma plateforme que je vais lancer le 1^{er} décembre ne s'en portera que mieux », a confié Ismaël Tanko.

Daniel A.

FAIT DIVERS

PLUS D'UN MILLION DE FCFA POUR UN PLAISIR SEXUEL

Il a cru profiter de l'absence du mari pour s'offrir son habituel plaisir sexuel en compagnie de la femme du cocu. Mais contraint par l'arrivée inopinée de ce dernier, il a du prendre la poudre d'escampette abandonnant ses habits et une forte somme évaluée à plus d'un million de FCFA.

Moussa, riche commerçant de friperie, a pris l'habitude de fréquenter la dame de Robert chaque fois que ce dernier est absent. Chauffeur de son état, il a l'habitude de voyager et de laisser Adjovi, sa dulcinée seule à Lomé. Parfois elle pouvait passer deux voire cinq jours en solo. Aussi prenait-elle le malin plaisir de tricher avec Moussa chez qui elle exerce comme portefaix. De fil en aiguille l'information est tombée dans les oreilles de Robert qui aussi, soupçonnait sa femme d'adultère. Mais n'ayant pas de preuves palpables il est resté dans la suspicion. Il a fallu que son patron effectue une mission à l'étranger pour qu'il s'offre un temps d'enquête. Aussi, aurait-il profité de cette aubaine pour planifier un guépier pour appâter le gros poisson. Comme ce n'est pas toujours trop compliqué en la matière, Robert aurait fait savoir à sa dulcinée que son patron l'a envoyé déposer les enfants à Kpalimé et qu'il ne retournerait à Lomé que le lendemain. Étant désormais rassurée, dame Adjovi aurait simplement invité son « piocheur » qui n'a pas hésité à répondre à l'invitation. Il s'y est rendu après qu'il ait enregistré une commande à l'issue de laquelle il avait empoché une bagatelle somme d'un million de francs CFA.

Il était en pleins ébats lorsque le titulaire a frappé à la porte. Son seul salut était de s'échapper. La fenêtre lui offrait cette opportunité. Seulement en fuyant il a abandonné l'argent et les habits. Le mari qui a constaté cela, s'est emparé de l'argent et a tout simplement brûlé les habits. Moussa lui, aurait chuchoté ce fait à Adjovi. Mais depuis plus d'un mois elle ne sait par où commencer pour réclamer les sous. A quelque chose malheur est bon n'est-ce pas ?

B. TALOM

Le chef de l'Etat sur la chaîne Bloomberg TV :

Faure Gnassingbé promet le renforcement du système judiciaire et logistique

En marge de sa rencontre avec la jeunesse africaine à Lomé le 14 novembre dernier, la délégation chinoise de la Paradise Foundation conduite par Jack Ma, la chaîne Bloomberg TV a voulu savoir les réelles ambitions qui motivent l'engagement du président de la république Faure Gnassingbé dans ces actions en faveur du développement. C'est dans ce cadre que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a accordé une interview à la dite chaîne.

Au micro du journaliste Yinka Ibukun, business reporter pour l'Afrique de l'ouest, le Président de la République, n'a pas hésité à exposer les difficultés auxquelles font face les populations de la sous région en général et celles du Togo en particulier. Pour le numéro 1 togolais, l'Afrique fait face certes à des problèmes écologique, des attaques de toute sortes, la pauvreté mais elle regorge aussi d'énormes potentialités

à exploiter. C'est pour cette raison que le président Faure Gnassingbé a saisi cette occasion pour plaider notamment pour un renforcement de la coopération inter-état afin de faire face aux menaces à la paix et à la sécurité. Faure Gnassingbé a également insisté sur sa volonté de poursuivre le renforcement du système judiciaire, logistique et économique afin d'attirer beaucoup d'investisseurs dans la perspective de la mise en œuvre du PND. Il



Faure Gnassingbé, PR

a en outre indiqué la volonté partagée de renforcer le processus d'intégration régionale en maintenant le fil du dialogue entre les États pour assurer aux populations la libre circulation des personnes, des biens et des services qui correspond à la pratique séculaire des sociétés africaines.

Daniel A.

Deuxième édition du projet «Compact with Africa» en Allemagne : La délégation togolaise fait des yeux doux aux investisseurs

Lancé officiellement lors du G20 en 2017, la deuxième édition du projet «Compact with Afrika» initié par l'Allemagne pour attirer les investisseurs privés dans les Etats africains a eu lieu le mardi 19 novembre 2019 à Berlin. Cette rencontre qui a vu la présence autour d'Angela Merkel de sept présidents africains et plusieurs délégations dont celle du Togo conduite par le premier ministre Sélom Komi Klassou a permis à ces derniers de faire le bilan de ce partenariat Allemagne – Afrique. Une occasion pour les représentants du Togo d'inviter les entrepreneurs allemands à investir au Togo.

Après deux ans d'intervention des investisseurs privés dans l'économie dans les Etats membres du Compact with Africa, les résultats sont décevants selon le bilan. « Les investissements dans les pays du Compact with Africa n'ont pas augmenté. Ce qui a été accompli, c'est d'améliorer les conditions générales d'investissement dans les pays africains. Ceux-ci ont rempli leur mission, mais ils sont également déçus par le fait que les investissements directs ne soient pas plus importants » a fait remarquer l'économiste Robert Kappel, auteur d'une étude critique commandée par la Fondation Friedrich Ebert sur le projet.

Les investissements

étrangers dans les 12 pays du pacte ont en effet à peine augmenté entre 2017 et 2018 pour atteindre 21 milliards de dollars. Par ailleurs, 80% des fonds ont été affectés à quatre pays : l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie et le Ghana. Et puis il y a aussi la question de la création d'emplois, très attendue par les gouvernements africains mais qui tarde à se concrétiser. On estime qu'environ 440 millions de personnes vont entrer sur le marché du travail en Afrique d'ici 2030 - mais personne ne sait comment elles vont gagner leur vie.

Cependant, les partisans du «Compact with Africa» mettent en garde contre l'abandon du programme. Rob Floyd qui travaille pour



Sélom Klassou (extrême gauche) lors de la 2^{ème} édition du projet Compact with Africa

le Centre africain pour la transformation économique (ACET), un groupe de réflexion basé au Ghana qui évalue les progrès de l'initiative pour le compte des pays membres. Et il estime qu'il faut poursuivre les efforts. « Bien sûr, on peut faire plus. Tant au sein des pays du Pacte qui doivent faire une promotion plus efficace de leurs propres projets auprès des investisseurs, mais aussi dans les pays du G20, où il est nécessaire de promouvoir plus activement l'investissement en Afrique auprès des entrepri-

ses. » Tout compte fait la délégation du Togo n'a pas chômé au cours de ce voyage.

A son arrivée lundi, le Premier Ministre a eu un entretien avec le Président de la République Fédérale d'Allemagne Franck-Walter Steinmeier au Palais Bellevue de Berlin après la signature du livre d'or de la présidence fédérale. Par ailleurs, parallèlement aux activités de conférence «Compact with Africa» la délégation chapeautée par le chef du gouvernement Komi Selom

Klassou composée des ministres en charge des affaires étrangères et de l'énergie, Robert Dussey et Marc Ably-Bidamon, ainsi que des responsables du secteur privé, du patronat, a rencontré hier mercredi lors d'un déjeuner d'affaires les hommes d'affaires et les investisseurs économiques présents à ce sommet Afrique-Allemagne. Les échanges ont porté sur les diverses opportunités d'investissement au Togo. Comme la veille, le Chef du gouvernement a rappelé les projets dont le Togo est porteur dans le cadre du PND et en a profité pour rappeler les grands axes de ce plan. Particulièrement, les entreprises allemandes ont été invitées à investir massivement au Togo.

Le G20 Compact with Africa concerne douze pays africains notamment, le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, le Maroc, le Rwanda, le Sénégal, la Tunisie et le Togo.

Daniel A.

Le rapport 2019 de la (CNUCED) sur les 47 pays les moins avancés : Un bilan en deçà des attentes

Le Système des Nations Unies au Togo, a, au cours d'une conférence de presse tenu le mardi 19 novembre dernier à Lomé, présenté aux médias nationaux, le rapport 2019 de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED) sur les pays les moins avancés. Selon ce rapport élaboré par la responsable des données au bureau du coordinateur résident des Nations Unies au Togo, Mme Masilé Asssima-Kpatcha, les financements extérieurs ne sont pas orientés vers les priorités de développement nationales.

Les pays les moins avancés (PMA) font face à un obstacle redoutable : leur dépendance à l'égard du financement extérieur du développement. En raison de leur vulnérabilité, ils ont besoin d'investissements particulièrement massifs pour atteindre des objectifs de développement durable d'ici 2030, mais la faiblesse de leurs capacités productives entrave leurs efforts de financement et pèse sur leurs aptitudes à mobiliser des sources de financement extérieur du développement au moyen d'instruments fondé sur le marché. Par conséquent, ils demeurent, à l'échelle mondiale, parmi les pays les plus tributaires

de l'aide. En effet, l'économie des PMA est largement dépendante des ressources extérieures pour financer l'investissement productif et le développement durable. Pour près de la moitié des PMA, les déficits de ressources étaient supérieurs à 15% du PIB.

Seul quatre pays sur les 47 pays moins avancés évalué ne dépendent pas de l'aide extérieure. Ces quatre pays sont essentiellement producteurs de pétrole en grande quantité. Le document du CNUCED 2019, indique l'incidence de la faible transformation structurelle des PMA sur leur progrès dans la réalisation des ODD, des droits humains et les objectifs du plan d'action d'Istanbul.



Mme Masilé Asssima-Kpatcha (au micro)

Les faibles progrès enregistrés dans ces domaines s'expliquent notamment par le fait que la communauté internationale ne soit pas parvenue à créer un environnement économique international propice à la transformation structurelle des PMA. Aussi, le rapport souligne qu'il y a persistance du déficit courant dans les PMA, qui doit être comblé par des apports de capitaux étrangers, d'où leur dépendance à l'égard du financement extérieur. Face à cet échec lamentable des aides étrangères, dues au manque d'adéqua-

tion entre les orientations des donateurs et les priorités des nations qui bénéficient de leur financement, la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement préconise que les décideurs et les donateurs rendent les Etats mieux à même de piloter la transformation structurelle et leur financement. Elle invite également les PMA à repenser les partenariats internationaux de développement, à renforcer les systèmes de gestion de l'aide et à consolider leurs systèmes budgétaires. Le

rapport demande aussi aux pays les moins avancés de lutter contre les flux financiers illicites, ce qui suppose obligatoirement que tous les acteurs du développement unissent leurs efforts, de convenir d'un cadre multilatéral de restriction de la dette et faciliter l'accès au financement à long terme.

A en croire la responsable des données au bureau du coordinateur résident des Nations Unies au Togo, Mme Masilé Asssima-Kpatcha, la mesure primordiale pour sauver les PMA de leur précarité et du surendettement est que « l'aide qui arrive dans les pays puisse être vraiment sous la maîtrise de l'Etat qui l'oriente à l'endroit des priorités nationale de telle sorte que ces pays puissent répondre à ses priorités et atteindre les objectifs du développement durables », a déclaré Mme Masilé Asssima-Kpatcha.

Daniel A.

et c'est reparti



économisez jusqu'à

40%

sur le

DÉDOUANEMENT

**de vos VÉHICULES
& MARCHANDISES***

jusqu'au 30 novembre 2019

* Marchandises sous douane en souffrance

Pour tout renseignement appelez le centre d'appels de l'OTR au **8201**



Office Togolais des Recettes - OTR



Office Togolais des Recettes - OTR



Office Togolais des Recettes - OTR

8201

RENSEIGNEMENTS

8280

ANTICORRUPTION

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

CHOISISSEZ VOTRE FORFAIT **DOUBLE PLAY** **DATA & VOIX!**

**bénéficiez aussi des appels gratuits
au Togo et vers l'International**



DOUBLE PLAY MAXI

Vitesse de connexion
jusqu'à 12 Mbps

12 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY RAPID BOX

Vitesse de connexion
jusqu'à 20 Mbps

15 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY PLUS

Vitesse de connexion
jusqu'à 20 Mbps

20 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY ARGENT

Vitesse de connexion
jusqu'à 50 Mbps

30 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY BRONZE

Vitesse de connexion
jusqu'à 25 Mbps

25 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

DOUBLE PLAY OR

Vitesse de connexion
jusqu'à 100 Mbps

49 000

F CFA/MOIS

+ Appels téléphoniques offerts

avec tous les avantages suivants :

- ☑ accès Internet illimité
- ☑ appels illimités du fixe vers le fixe
- ☑ jusqu'à 120 minutes d'appels offertes vers le mobile Togocel
- ☑ jusqu'à 120 minutes d'appels offertes vers l'international (France, USA & Canada)...bientôt.

**la fibre
chez vous**
Le Très Haut Débit Fixe
jusqu'à 100 Mbps

Infos & réservations:
112 / 70 43 30 00

Offres soumises à conditions

Adopter les OFFRES DOUBLE PLAY du Groupe Togocom, c'est participer au développement du Togo

119/22 22 01 19
TOGO TELECOM
www.togotelecom.tg

Vient de paraître

Misère et grandeur de la liberté d'informer

Par Éric Topona Mocnga

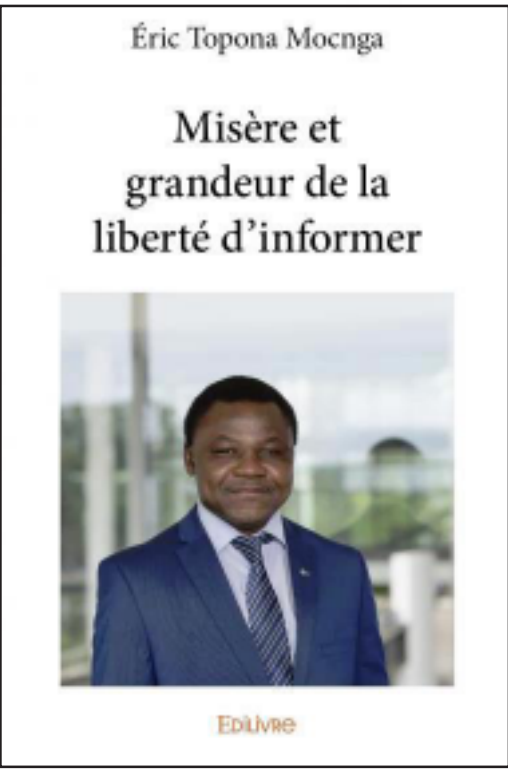
Dans un ouvrage de 196 pages paru aux éditions EDiLiVRe intitulé , " **Misère et grandeur de la liberté d'informer**", le journaliste tchadien Eric Topona Mocnga raconte son histoire personnelle et au-delà, il rend un vibrant hommage aux professionnels des médias qui ne reculent devant rien, fût-il la perte de leur vie, pour donner à la profession, ses lettres de noblesse à travers un travail professionnel et moderne, conformément à l'éthique et à la déontologie du métier. "Misère et grandeur de la liberté d'informer", est un témoignage émouvant des aventures d'un journaliste tombé dans les griffes d'un régime d'exception.

Ayant répondu le 6 mai 2013, *tout autant étonné que perplexe*, (au regard du *contexte politiques et sécuritaires* du moment, au demeurant, délicat), à une convocation d'un juge d'instruction du tribunal de première instance de N'Djaména, notre confrère a été déféré devant le juge d'instruction qui, le même jour, le déposa à la Maison d'arrêt d'Amssinené de N'Djaména. La gravité des charges retenues contre lui à savoir, « **Complot et atteinte à l'ordre constitutionnel** », ne lui laissait aucune alternative autre

qu'une peine de prison à vie. Cependant, à la faveur de la mobilisation "*précieuse et incessante*" des journalistes tchadiens, de la presse internationale, des organisations de défense des droits humains, de ses avocats, de sa famille et de ses amis, Eric Topona Mocnga recouvrit la liberté une centaine de jours après.

En dehors de la biographie de l'auteur, l'ouvrage aborde la problématique de la liberté d'opinion et d'expression dans un contexte de l'absolutisme où le rouleau compresseur n'arrête jamais de tourner et par récurrence d'étouffer toute velléité de liberté à laquelle aspirent légitimement les citoyens en général et les professionnels de la communication en particulier. Pour avoir choisi d'exercer son métier dans le respect de l'État de droit, l'auteur a manqué de peu d'être privé à jamais de la Liberté sacrosainte d'informer et même de la vie. En témoigne le rappel des moments difficiles de tortures morales ou physique auxquelles les détenus étaient soumis.

« *Si cet ouvrage a une allure indiscutablement autobiographique, c'est parce que j'ai voulu faire de mon témoignage un plaidoyer pour la liberté, la liberté d'expression, la liberté d'informer. Pour m'être vu privé arbitrairement*



et illégalement d'une centaine de jours de ma vie d'homme libre, dans une existence que nous savons tous courte et fragile, le moment semblait venu pour moi de témoigner au sujet de ce drame, en hommage à ceux de mes confrères qui ont laissé leurs vies sur les chemins glorieux et périlleux de la quête de l'information pour l'édification de la conscience humaine », écrit l'auteur pour édifier sur la quintessence de son ouvrage qui, dans une grande mesure peut constituer un refuge ou une source d'inspiration aux

professionnels de la communication ceux qui, bien sûr, ne demandent qu'à exercer conformément à l'éthique et à la déontologie du métier, mais en proie à des persécutions de la part des tenants du pouvoir ou d'autres forces "occultes".

ÉRIC TOPONA MOCNGA est né le 19 novembre 1984 à N'Djaména (Tchad) et titulaire d'une maîtrise en sciences juridiques, option sciences politi-

(Office national de radiodiffusion et télévision du Tchad), devenu depuis le 24 décembre 2018 l'Office national des médias audiovisuels (ONAMA), précisément à la rédaction du journal parlé de la Radiodiffusion nationale tchadienne (RNT). L'auteur a également servi comme journaliste dans la presse écrite de son pays et a été, durant de nombreuses années, correspondant de médias internationaux, tels que BBC Afrique et la Deutsche Welle. Arrêté le 6 mai 2013, il est libéré le 19 août de la même année, ÉRIC TOPONA MOCNGA réalise qu'il ne peut continuer à travailler en tant que journaliste dans le pays d'Idriss Déby Itno et décide alors de continuer sa collaboration avec la rédaction Afrique francophone de la Deutsche Welle depuis l'Allemagne; et il s'installe à Bonn.

Ricardo

Appel à des manifestations politiques

Togo Debout peut-il réussir là où il a déjà échoué ?

Suite de la page 3

bilisation dans le même temps qu'il organisait des meetings qui n'attiraient que quelques badauds de la capitale qui s'ennuyaient.

Quant aux Togolais avisés des réalités politiques et des marchandages arrière-boutique qui se développent autour, ils préférèrent se tenir à l'écart de ces gesticulations qui ne rapportent rien à la multitude. A quelques mois des élections, ces organisations de la société civile, reprennent service pour soutenir, l'action de l'opposition. Déjà, l'une d'entre elles, brandit des arguments sans tête ni queue pour exiger avec force énergie la suspension du processus électoral. Une autre s'approprie toutes les revendications de l'opposition et compte faire descendre les

gens dans la rue en violation des dispositions de la loi portant manifestation publique à caractère politique modifiée.

« *Chers concitoyens, le moment de nous décider et de nous lever en tant que peuple comme un seul homme est arrivé. Ce moment c'est maintenant et c'est historique. Peuple togolais, l'heure est venue pour toi de dire haut et fort que tu ne peux plus te taire et accepter cette servitude et cet assujettissement. Nous vous convions donc ce samedi 23 novembre à partir de 14h30 à assister sur le terrain d'Akassimé, Hanoukopé à un grand meeting et le mercredi 27 novembre 2019 à une marche de protestation et d'avertissement », a déclaré Prof David Ekoué DOSSEH, le premier porte-parole de « Togo Debout ».*

Il serait illusoire de croire qu'un tel appel creux et insipide, puisse susciter un quelconque intérêt dans un pays où l'opposition a fini par fatiguer les populations. Aux dernières élections municipales, le taux de participation qui a été défavorable à l'opposition constitue un signal qui mérite d'être décrypté avant l'initiation de toute manifestation publique sous la bannière de l'opposition ou de ses ailes rampantes de la société civile. Le Front Citoyen "Togo Debout" n'est pas à son premier coup d'essai dans l'organisation des manifestations. Chaque fois qu'il s'aventure dans cette galère il apprécie les résultats qui demeurent faméliques. Comment peut-il envisager une seule seconde réussir là où l'opposition a échoué ?

Ricardo

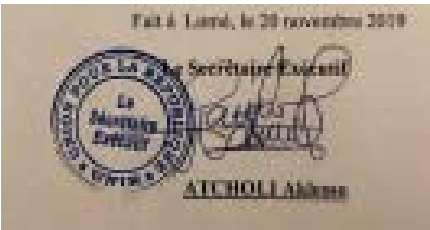
COMMUNIQUÉ DU PARTI UNIR

Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2020 au Togo, le parti Union pour la République (UNIR) observe avec beaucoup de responsabilités depuis quelques mois que le Gouvernement s'active et met les bouchées doubles pour mener à bien le processus électoral de façon transparente et inclusive avec tous les partis politiques et acteurs concernés. A cet effet, une feuille de route a été définie, un comité de suivi de tous les actes préparatoires de l'élection a été mis en place et dont la première réunion s'est tenu ce mardi 19 novembre 2019 sous l'égide du ministère de l'Administration Territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales.

Le parti UNIR se réjouit de ce souci et de cette démarche de transparence, et félicite le Gouvernement pour l'esprit d'ouverture ayant prévalu et permettant également la participation de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) et de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) à une telle rencontre. Mais, l'opinion publique a été témoin de l'attitude peu responsable de certains partis politiques.

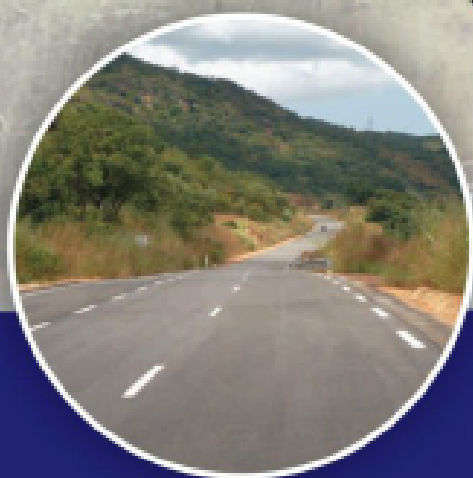
Tout en regrettant et déplorant ces agissements qui vont à l'encontre de la recherche de la paix et de la stabilité, le parti UNIR invite tous les acteurs notamment le Gouvernement, les partis politiques à poursuivre le processus électoral dans le respect du canevas indiqué par la Cour Constitutionnelle pour l'élection présidentielle de 2020 qui devra se tenir au plus tôt le 19 février et au plus tard le 05 mars 2020.

Le parti UNIR réaffirme sa volonté à faire triompher les idéaux de paix, de cohésion sociale et se tient prêt à œuvrer pour le respect des dispositions constitutionnelles en vigueur. Il invite tous les partis politiques et surtout ceux de l'opposition à l'esprit de retenue, de dialogue, de concertation et d'unité nationale.





SAFER



**Chers usagers de la route,
merci de prévoir exactement
le montant équivalent à votre
redevance afin de réduire
le temps d'arrêt au péage**

Ceci est un message de la **SAFER**

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier **SAFER**

- 📍 *Route Nationale N°1 (Agoè Cacaveli)*
- ✉ *Lomé-Togo BP: 8646*
- ☎ *Tél: (+228) 22 51 88 55*